

CONSEIL D'ÉTAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R Ê T

n° 223.674 du 3 juin 2013

A. 203.752/VIII-8514

En cause : **GRANDJEAN** Pierre,
ayant élu domicile chez
M^e Vincent DE WOLF, avocat,
avenue de la Toison d'Or 68/9
1060 Bruxelles,

contre :

la province du Brabant wallon,
représentée par le collège provincial.

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 20 février 2012 par Pierre GRANDJEAN qui demande l'annulation de "la décision de date inconnue et d'auteur inconnu de désigner à titre temporaire Monsieur Thierry MIOT dans la fonction de professeur de cours spéciaux (éducation physique) dans le degré supérieur à l'IPET de Nivelles";

Vu les mémoires en réponse et en réplique régulièrement échangés;

Vu le rapport de M. BOSQUET, premier auditeur au Conseil d'État, rédigé sur la base de l'article 12 du règlement général de procédure;

Vu la notification du rapport aux parties et le dernier mémoire de la partie requérante;

Vu l'ordonnance du 19 avril 2013 fixant l'affaire à l'audience publique du 31 mai 2013;

Entendu, en son rapport, M^{me} VANDERNACHT, conseiller d'État;

Entendu, en ses observations, M^e Diego GUTIERREZ CACERES, loco M^e Vincent DE WOLF, avocat, comparaissant pour la partie requérante;

Entendu, en son avis conforme, M. BOSQUET, premier auditeur;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que dans son mémoire en réponse, la partie adverse reconnaît avoir commis une erreur administrative qu'elle a rectifiée en octroyant au requérant huit heures de cours supplémentaires au degré supérieur de l'IPET de Nivelles, portant ses prestations à vingt heures par semaine; qu'elle soutient que la situation du requérant n'est plus affectée par l'acte attaqué et en déduit que le recours est irrecevable faute d'intérêt; qu'elle ajoute que, selon elle, le recours est devenu sans objet dès lors que la décision du collège provincial du 16 février 2012 a rectifié l'erreur commise;

Considérant que dans son mémoire en réplique, le requérant ne conteste pas l'absence d'intérêt au recours, admettant également que celui-ci est devenu sans objet;

Considérant qu'au vu de ce qui précède, le requérant a perdu son intérêt au recours ayant obtenu satisfaction; que dès lors que la partie adverse reconnaît avoir commis une erreur, les dépens doivent rester à sa charge,

D É C I D E :

Article 1^{er}

La requête est rejetée.

Article 2

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à charge de la partie adverse.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la VIII^e chambre,
le trois juin deux mille treize par :

M ^{me} VANDERNACHT,	conseiller d'État, président f.f.,
M ^{me} VAN HOVE,	greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

F1. VAN HOVE.

P. VANDERNACHT.